

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 11 janvier 2025

Affaire suivie par :
Téléphone : 03.51.37.62.32
Courriel :
Références : D3 i 2025 - 36
Code AIOT : 0005702843

Rapport de l'inspection des installations classées

Objet : Société SUEZ RV NORD-EST à Huiron (51)

Dossier de réexamen des conditions d'exploitation au regard des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour le secteur du traitement de déchets (WT)

Réf : Dossier de réexamen transmis au préfet le 12 août 2022, complété le 11 juillet 2024

Pièce jointe : Projet de courrier prenant acte du réexamen

Synthèse

Par transmission du 12 août 2022, complétée le 11 juillet 2024, la société SUEZ RV NORD-EST a déposé en préfecture de la Marne un dossier de réexamen pour son installation de stockage de déchets non dangereux exploitée sur le territoire de la commune de HUIRON, dans le cadre de l'article 64 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié.

L'analyse des éléments présentés dans le dossier de réexamen permet de prendre acte des déclarations de l'exploitant, selon lesquelles les installations de l'établissement sont conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel précité, ainsi qu'à certaines des meilleures techniques disponibles issues du BREF WT (document de référence pour le secteur du traitement de déchets) applicables au cas spécifique des installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND).

Ces MTD applicables aux ISDND ayant été intégrées par voie d'arrêté ministériel, elles ne nécessitent pas d'être rendues opposables par voie d'arrêté complémentaire. En conséquence, la notification de cet arrêté ministériel ne nécessite pas une présentation au CODERST.

L'inspection des installations classées propose de notifier ces éléments à l'exploitant, par courrier dont un projet est joint au présent rapport.

Rédigé par l'Inspecteur de l'environnement :

Vérifié par le chef du pôle Ressources :

Approuvé et transmis à Monsieur le Préfet de la Marne, pour le directeur régional.
par l'adjoint au chef du Service Prévention des Risques Anthropiques :

1. Activités et situation administrative de l'établissement

La société SUEZ RV NORD-EST exploite sur le territoire de la commune de HUIRON, une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND), autorisée par un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter initial du 5 juillet 2005, consolidé en date du 25 avril 2019 suite à plusieurs modifications. Cet arrêté du 25 avril 2019, qui constitue le principal acte réglementant les activités du site, a par la suite été complété en août 2021 suite à la mise en place d'une installation de valorisation du biogaz, et en décembre 2020, février 2022 et décembre 2022 pour réviser les tonnages autorisés ainsi que le rayon de chalandise pour l'acceptation des déchets.

L'établissement est classé IED au titre de la Directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 sur les émissions industrielles au titre de la rubrique principale suivante :

3540.1 : « Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées aux rubriques 2720 et 2760-3, d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes ».

2. Cadre réglementaire du réexamen « IED » et de la révision des prescriptions applicables

La directive relative aux émissions industrielles (Industrial Emissions Directive « IED », n° 2010/75/EU) dite « directive IED » définit au niveau européen une approche intégrée de la prévention et de la réduction des pollutions émises par les installations industrielles et agricoles entrant dans son champ d'application. Ses principes directeurs sont :

- le recours aux meilleures techniques disponibles (MTD) ;
- le réexamen périodique des conditions d'autorisation ;
- la remise en état du site dans un état au moins équivalent à celui existant avant la mise en service.

Cette réglementation concerne les installations considérées comme étant les plus polluantes, classées au titre des rubriques 3000 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Compte tenu de la situation administrative évoquée ci-avant, les dispositions des articles R.515-58 et suivants du Code de l'environnement, issus de la transposition de la directive IED, sont donc applicables : la rubrique principale est la rubrique n° 3540 (seule rubrique 3000 en vigueur pour le site) et le BREF principal (document européen de référence pour établir les meilleures techniques disponibles) est le BREF WT (Waste Treatment = traitement de déchets).

2.1 Dossier de réexamen

Usuellement, en application de l'article R.515-71-I du Code de l'environnement, l'exploitant est tenu d'adresser au préfet un dossier de réexamen dans l'année qui suit la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD ou BREF) relatives aux activités couvertes par sa rubrique IED principale.

Or les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives au traitement de déchets (BREF WT), fixées dans la décision d'exécution de la commission européenne n°2018/1147/UE du 10 août 2018 publiée au Journal Officiel de l'Union Européenne le 17 août 2018, ne sont pas rendues applicables à la mise en décharge de déchets, donc aux ISDND en particulier.

Dans ce cas, l'article R.515-70.II du Code de l'environnement prévoit que « si aucune des conclusions sur les meilleures techniques disponibles n'est applicable, les prescriptions de l'autorisation sont réexaminées et, le cas échéant, actualisées lorsque l'évolution des meilleures techniques disponibles permet une réduction sensible des émissions ».

Dans le cas des ISDND, c'est l'article 64 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 qui a établi que la procédure de réexamen devait être mise en œuvre dans un délai de 3 ans après la publication au Journal officiel de l'Union européenne de la décision concernant les conclusions des meilleures techniques disponibles relatives au traitement de déchets.

Par conséquent, un dossier de réexamen au regard des meilleures techniques disponibles était attendu de la part de l'exploitant auprès du préfet le 17 août 2022 au plus tard.

L'exploitant a transmis ce dossier au préfet le 12 août 2022.

2.2 Modification de l'arrêté ministériel du 15 février 2016, incluant des MTD

Dans le dossier de réexamen initialement attendu en août 2022, il s'agissait essentiellement pour l'exploitant de justifier du respect de l'arrêté ministériel sectoriel en vigueur, tout en pouvant faire valoir toute proposition de meilleure technique disponible s'il estimait, après analyse de son fonctionnement (technique ou organisationnel), que certaines dispositions satisfaisaient aux critères permettant de retenir une meilleure technique disponible au regard des critères de l'arrêté ministériel du 2 mai 2013 relatif aux définitions, liste et critères de la directive IED.

Depuis, la DGPR (Direction Générale de la Prévention des Risques, du ministère de l'Ecologie) a engagé un travail de mise à jour cet arrêté ministériel sectoriel du 15 février 2016, qui s'est traduit par la publication d'un arrêté ministériel de modification le 7 août 2023 (publié au Journal Officiel du 27 octobre 2023). Les principales modifications de cet arrêté portent sur :

- l'aménagement et la gestion des casiers, avec la possibilité d'un dispositif équivalent concernant la couche de drainage des lixiviats (article 9), et la possibilité d'une équivalence concernant la couverture finale (article 35),
- la sécurité incendie, avec un plan de défense incendie et des rondes de surveillance, la formation du personnel pour les interventions et la réalisation d'un exercice de défense incendie notamment (articles 16 et 33),
- quelques spécificités pour les casiers dédiés aux déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, et les casiers exploités en mode bioréacteur,
- et l'intégration de certaines MTD issues des conclusions du BREF WT qui apparaissaient pertinentes au secteur des ISDND. L'intégration de ces MTD s'est faite à l'issue de réunions de travail entre la DGPR et la profession notamment.

Ainsi, dans le cas d'exploitants ayant déjà remis un dossier de réexamen en 2022, il leur a été demandé de compléter leur dossier uniquement par un positionnement vis-à-vis des MTD n°11, 14 et 23 correspondant aux articles 21.II, 21.V, 24 bis et 24 ter de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié, et vis-à-vis des MTD n°19 et 20 correspondants aux articles 2, 4, 19, 24 et 29 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998¹.

3. Contenu du dossier de réexamen

3.1 Périmètre IED

Le « périmètre IED » correspond au périmètre d'application de la section 8 du Code de l'environnement qui transpose la directive. Au sens de l'article R.515-58 du Code de l'environnement, ce périmètre est constitué des installations relevant directement de la rubrique 3420 ainsi qu'aux installations ou équipements s'y rapportant directement, exploités sur le même site, liés techniquement à ces installations et susceptibles d'avoir des incidences sur les émissions et la pollution.

De manière plus concrète, l'exploitant considère que le périmètre IED englobe l'intégralité des casiers constituant l'installation de stockage, ainsi que les installations connexes telles que les unités de traitement des effluents ainsi que les stockages de produits et réactifs associés.

En revanche, il propose d'exclure de ce périmètre une plateforme de broyage de bois ainsi que la plateforme d'entreposage et de concassage de déchets inertes, non liées à l'installation principale.

3.2 Documents de référence sur les meilleures techniques disponibles applicables

Comme évoqué précédemment, en l'absence de BREF sectoriel directement applicable aux ISDND, le positionnement de l'exploitant, dans son dossier initial remis en août 2022, s'est basé sur le respect de l'arrêté ministériel du 15 février 2016.

Néanmoins, l'exploitant a également étudié les BREFs transverses suivants (non prescriptifs) :

- EFS pour les émissions dues au stockage des matières dangereuses ou en vrac (juillet 2006)
- ENE pour l'efficacité énergétique (février 2009)

Suite à la modification de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 précité, un positionnement

¹ Arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation

complémentaire a été fourni le 11 juillet 2024, vis-à-vis des MTD 11, 14, 19, 20 et 23 évoquées précédemment.

3.3 Comparaison du fonctionnement de l'installation par rapport aux meilleures techniques disponibles (MTD)

Le dossier de l'exploitant présente une comparaison du fonctionnement de son installation par rapport à l'arrêté ministériel du 15 février 2016 (dans sa version initiale) et par rapport aux articles 21.II, 21.V, 24 bis et 24 ter de la version modifiée par arrêté du 7 août 2023.

Une analyse rapide a également été menée vis-à-vis des BREFs transverses EFS et ENE, lorsque des MTD issues de ces BREFs ne sont pas évoquées par le document de référence sur les installations de stockage.

Positionnement de l'exploitant

Dans son dossier de réexamen initial, l'exploitant a identifié que 2 articles de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 n'étaient pas encore totalement respectés, mais qu'ils le seraient en tout état de cause au plus tard le 17 août 2025 ; il s'agit :

- de compléter le rapport annuel d'activité, afin de présenter l'exhaustivité des éléments exigés et en particulier les informations pertinentes concernant les capacités disponibles restantes en fin d'année (article 25)
- de mettre en place une procédure sur la caractérisation du déchet apporté par le producteur (article 27)

Depuis la remise de ce dossier, les dispositions nécessaires ont été prises par l'exploitant.

Par ailleurs, l'exploitant a constaté que la structure de la couverture finale prescrite dans son arrêté préfectoral du 22 mai 2019 différait de celle prescrite à l'article 35 de l'arrêté ministériel ; une adaptation de l'arrêté préfectoral est sollicitée en marge du réexamen.

S'agissant des articles 52 et 54 de l'arrêté ministériel, l'exploitant a évoqué l'impossibilité technique de contrôler l'humidité des déchets dans le cadre d'un fonctionnement en mode bioréacteur. Cette impossibilité technique, soulevée par l'ensemble de la profession, a été prise en compte lors de la révision de l'arrêté ministériel en août 2023. Il n'y a donc plus d'écart vis-à-vis de cette disposition.

Enfin, s'agissant des BREFs EFS et ENE, l'exploitant a expliqué succinctement les mesures techniques et organisationnelles mises en place pour la prise en compte des principes évoqués dans ces BREFs.

Au travers du complément apporté le 11 juillet 2024, l'exploitant précise les mesures prises pour :

- l'établissement d'un programme de contrôle et de maintenance préventive des installations de valorisation et des destruction du biogaz,
- la détection et la réparation des fuites pour réduire les émissions fugitives de gaz
- l'établissement d'un bilan énergétique annuel (consommation et production d'énergie)

S'agissant des prescriptions en lien avec la préservation de la ressource en eau ou la qualité des rejets, évoquées dans l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, l'exploitant précise qu'il s'agit de prescriptions standards déjà mises en œuvre sur le site et déjà réglementées dans son arrêté préfectoral.

Ainsi, le dossier de réexamen transmis par l'exploitant statue sur la mise en œuvre effective des meilleures techniques disponibles. Le dossier ne comporte pas de demande de dérogation à un NEA-MTD (au sens de l'article R. 515-68 du code de l'environnement) et aucune application de MTD alternative n'est sollicitée.

3.4 Avis de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser les prescriptions en application du III de l'article R.515-70

Le dossier remis par l'exploitant ne comporte pas cet avis. Pour autant, l'inspection n'a pas identifié d'éléments nécessitant un réexamen au titre de ces 3 critères (pollution telle qu'il convient de réviser les valeurs limites d'émission fixées dans l'arrêté d'autorisation ou d'inclure de nouvelles valeurs limites d'émission, sécurité de l'exploitation nécessitant le recours à d'autres techniques, nécessité de respecter une norme de qualité environnementale nouvelle ou révisée).

3.5 Autres demandes de modification

Dans son dossier de réexamen, l'exploitant a sollicité :

- une modification du programme de surveillance s'agissant du suivi des lixiviats bruts traités en interne (abandon du suivi de substances dangereuses, hormis l'Arsenic)
- l'abandon du suivi des lixiviats traités dans le milieu naturel (du fait de leur absence)
- la révision de l'article 8.1.5.3 de l'arrêté préfectoral relatif à la structure de la couverture finale.

Ces sujets sont à considérer dans le cadre d'un dossier de porter-à-connaissance, à déposer de manière distincte du dossier de réexamen ; de plus, pour le premier point, il apparaît nécessaire que la demande soit davantage argumentée, par la transmission d'un bilan de surveillance sur les 3 dernières années par exemple, pour pouvoir être instruite.

4- Analyse du dossier de réexamen

L'examen du dossier transmis a porté sur :

- le périmètre d'applicabilité des MTD applicables aux installations ;
- l'analyse faite par l'exploitant de l'ensemble des MTD applicables à ses installations et de son positionnement quant à la conformité de ces installations ;
- les propositions de l'exploitant quant à la mise en conformité de ses installations eu égard aux écarts constatés.

4.1 Périmètre IED

Le périmètre IED défini par l'exploitant n'appelle pas d'observation de l'Inspection : celui-ci est donc bien constitué par l'installation de stockage des déchets non dangereux ainsi que les installations connexes telles que les unités de traitement des effluents ainsi que les stockages de produits et réactifs associés.

Les plateformes dédiées au broyage de bois et au concassage des déchets inertes peuvent être exclues du périmètre IED.

4.2 Mise en œuvre des MTD et respect des niveaux d'émission associés

Comme évoqué précédemment, le dossier de réexamen transmis par l'exploitant statue sur la mise en œuvre effective des meilleures techniques disponibles. Le dossier ne comporte pas de demande de dérogation à un NEA-MTD (au sens de l'article R. 515-68 du code de l'environnement) et aucune application de MTD alternative n'est sollicitée.

L'inspection prend acte de ce positionnement, qui ne vaut pas validation de la suffisance des mesures mises en œuvre par l'exploitant, en particulier s'agissant de la mise en œuvre du programme de détection et de réparation des fuites (article 21.V).

La vérification du respect de ces dispositions pourra être vérifiée à l'occasion d'une prochaine visite d'inspection.

4.3 Conclusion sur le dossier de réexamen

L'inspection des installations classées prend acte du positionnement de l'exploitant quant au respect de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 et à la mise en œuvre déjà effective des MTD reprises dans les articles 21.II, 21.V, 24 bis et 24 ter de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié.

En conséquence, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de la Marne de prendre acte du réexamen, au travers d'un courrier de notification, dont un projet rédigé en ce sens est joint au présent rapport.

5. Rapport de base

Le rapport de base est un document ayant vocation à constituer un 'point zéro' de l'état des sols et des eaux souterraines, servant ensuite d'objectif de dépollution lors d'une cessation d'activité.

Deux conditions cumulées impliquent l'élaboration d'un rapport de base : lorsqu'il y a utilisation, production ou rejet de substances dangereuses pertinentes ET lorsqu'il y a un risque de contamination du sol et des eaux souterraines sur le site de l'exploitation.

A partir de l'étude de ces critères, l'exploitant doit :

- soit élaborer le rapport de base selon la méthodologie proposée ;
- soit justifier du fait que l'installation IED n'est pas redevable d'un rapport de base, en démontrant la non éligibilité aux critères explicités dans la suite du présent chapitre.

Ce rapport de base, prévu à l'article L.515-30 du Code de l'environnement, doit être remis au plus tard à l'occasion du premier réexamen (article R.515-59.I.3°).

Dans le cas présent, l'exploitant a transmis plus tard, le 16 décembre 2024, un mémoire de non-soumission au rapport de base. L'exploitant justifie cette non-soumission par :

- la présence non permanente de l'installation de traitement des lixiviats (installation BIOME), qui elle-même est placée sur une plateforme imperméabilisée connectée au bassin de lixiviat en cas de déversement accidentel ;
- une très faible quantité de produits dangereux (relevant d'une classification au titre du règlement CLP), et la présence de produits entreposés que temporairement et sur rétention lors des campagnes temporaires de traitement des lixiviats ;
- la faible vulnérabilité de la zone d'étude au regard du contexte géologique et hydrogéologique.

Positionnement de l'inspection

Le guide ministériel sur le rapport de base précise que *« s'agissant d'installations dont l'objet est de mettre des déchets dans des casiers adaptés et de les laisser en place à la fin de l'exploitation, la réalisation de prélèvements dans les sols n'est pas nécessaire au droit des casiers. Ainsi, pour ces installations, le rapport de base comprendra des informations sur l'utilisation du site actuelle et passée, ainsi que des informations sur l'état de pollution des eaux souterraines. Ces dernières seront constituées des prélèvements réalisés dans le cadre du suivi réglementaire des eaux souterraines. »*

Dans le cas présent, l'exploitant n'a pas réellement communiqué d'information, dans ce dossier, sur l'état de pollution des eaux souterraines. Les informations concernant le suivi des eaux souterraines sont cependant régulièrement communiquées via l'outil GIDAF dédié au suivi des autosurveillances. Ainsi, il n'est pas expressément demandé à l'exploitant de compléter son dossier.

Sur le fond, la présence d'une installation de traitement des lixiviats pourrait mériter quelques investigations complémentaires au niveau des sols. L'exploitant a fait le choix d'opter pour une non-soumission au rapport de base compte tenu du caractère temporaire de l'installation de traitement des lixiviats.

L'inspection ne remet pas fondamentalement en cause ce choix qui relève de la responsabilité de l'exploitant, mais rappelle qu'au moment de la cessation d'activité des sondages de sols pourront utilement être réalisés à l'emplacement de cette plateforme temporaire. En cas de pollution, en l'absence d'« état zéro », les terres sont considérées comme inertes et la réhabilitation devra donc être engagée sur la base de cette hypothèse.